

f) de Dienst stelt de Commissie in kennis in geval van schorsing, opnieuw verlenen of intrekking van de erkenning.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 31 augustus 1993.

De Minister van Landbouw,
A. BOURGEOIS

- (1) Die verantwoordelijk is voor de dagelijkse naleving van de veterinairerechtelijke voorschriften van dit besluit.
(2) Voor de ziekten in bijlage III bedoeld in het koninklijk besluit van 25 april 1988 tot aanwijzing van de dierenziekten die vallen onder de toepassing van hoofdstuk III van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2382

[C — 27415]

29 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au subventionnement des travaux de conservation des monuments classés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 367, y inséré par le décret du 18 juillet 1991, et l'article 367 bis, y inséré par le décret du 1er juillet 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 janvier 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement détermine l'intervention de la Région dans le coût des travaux de conservation à effectuer aux monuments classés, à l'exclusion des travaux d'équipement non énumérés à l'article 2.

Art. 2. Le bénéfice de cette intervention peut être accordé pour les travaux qui ont notamment l'un des objets suivants :

1° la protection du monument contre les intempéries, l'incendie, les mouvements d'eau souterrains ou tout accident naturel;

2° la protection provisoire du monument avant l'exécution des travaux définitifs;

3° la protection du monument contre le vandalisme ou le vol;

4° les traitements destinés à préserver, à conserver, à stabiliser ou à mettre en valeur tout ou partie du monument;

5° le remplacement d'éléments originaux de l'édifice ou du monument qui ne peuvent être consolidés ou stabilisés;

6° le dégagement et la mise en valeur d'éléments archéologiques significatifs ou la suppression d'ajouts inopportuns;

7° les travaux de parachèvement nécessaires à la mise en valeur d'éléments archéologiques significatifs;

8° le gros œuvre propre à donner une affectation nouvelle au monument;

9° le surcroît de précautions nécessaires à l'exécution de travaux d'aménagement, dans un monument classé;

10° la climatisation nécessaire à la conservation d'éléments de valeur du monument.

L'intervention peut également couvrir les études, relevés, investigations et installations nécessaires à la constitution du dossier d'un projet de travaux, notamment les études historiques, archéologiques, scientifiques, artistiques, sociales ou techniques.

Art. 3. § 1er. En ce qui concerne les monuments classés :

1° l'intervention peut atteindre 60 % du coût des travaux et des études visés aux articles 1er et 2;

2° l'intervention peut atteindre 80 % du coût des travaux et des études visés aux articles 1er et 2, pour autant que ceux-ci se réalisent dans le cadre d'une opération de conservation intégrée et que la destination principale de l'immeuble soit d'un intérêt collectif.

§ 2. En ce qui concerne les monuments classés figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel, l'intervention peut atteindre 95 % du coût des travaux et des études visés aux articles 1er et 2 à condition que, par acte authentique, le propriétaire s'engage envers la Région à lui rembourser tout ou partie de la différence entre l'intervention perçue et le maximum de l'intervention prévu au § 1er, dans le cas où il aliénerait son bien dans les vingt ans à partir de la réception définitive des travaux.

Le montant à rembourser sera calculé suivant la formule ci-après :

1° 100 % si la vente intervient avant l'expiration du douzième mois qui suit la date de la réception définitive;

2° 95 % si la vente intervient avant l'expiration du vingt-quatrième mois;

3° et ainsi de suite par tranche de douze mois supplémentaires.

§ 3. En ce qui concerne les monuments figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel, les mesures de conservation peuvent faire l'objet d'un accord-cadre entre la Région et le maître de l'ouvrage, visé par l'article 367 bis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

L'accord-cadre contient obligatoirement les éléments suivants :

1° l'identité de toutes les parties au contrat;

2° la nature, l'importance et le coût des mesures de conservation qui doivent avoir pour but de réaliser au moins un des objets repris aux articles 1er et 2 du présent arrêté;

- 3° la durée estimée de la réalisation des mesures de conservation qui constitue le terme du contrat;
- 4° l'intervention globale de chacune des parties dans le coût des mesures de conservation à réaliser et leur intervention annuelle, fixée en fonction de la durée du contrat;
- 5° le calendrier des travaux de conservation à réaliser, fixé en fonction de l'intervention annuelle de chacune des parties;
- 6° une clause résolutoire expresse au profit de la Région, moyennant indemnisation de l'entrepreneur par la partie qui a sollicité la résolution.

§ 4. En application de l'accord-cadre, le maître de l'ouvrage conclut une convention avec l'entrepreneur conformément aux règles applicables aux marchés à tranches conditionnelles.

§ 5. L'intervention peut également atteindre 95 %, après avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne sur le caractère exceptionnel des monuments considérés, lorsqu'il s'agit de travaux de conservation sur monuments classés faisant partie intégrante d'un immeuble classé ou non et présentant une valeur documentaire ou un intérêt artistique exceptionnel, tels que peintures, décors muraux, sculptures, vitraux ou meubles immobilisés.

§ 6. Une intervention extraordinaire dans le coût de mesures conservatoires d'urgence peut être consentie au profit d'un monument classé, afin notamment d'en assurer la mise hors eau, la stabilité, la consolidation ou de prévenir le vandalisme ou le vol en attendant une mesure de conservation future.

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne est informée des mesures prises en exécution du présent paragraphe.

§ 7. L'intervention peut atteindre 100 % du coût des fournitures, moyens d'exécution et services complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux de mise en valeur des monuments d'intérêt archéologique et scientifique effectués :

- 1° soit par le titulaire d'un droit réel ou par un ou des bénévoles agissant avec l'accord du propriétaire;
- 2° soit par des services techniques du pouvoir public propriétaire.

Art. 4. Les interventions sont accordées aux conditions suivantes :

- 1° que les travaux aient été préalablement autorisés par le permis de bâtir;
- 2° que la subvention des travaux ait été autorisée par arrêté du Ministre ayant les Monuments et Sites dans ses attributions;

3° que la date du début des travaux soit portée à la connaissance de l'Administration compétente ainsi que de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne au moins dix jours ouvrables à l'avance et que celles-ci soient invitées à participer aux réunions de chantier;

4° que les devis aient été dressés et les marchés conclus conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services lorsque le propriétaire est une personne de droit public ou aux dispositions arrêtées par le Gouvernement wallon lorsque le propriétaire est une personne physique ou une personne morale de droit privé;

5° que le demandeur :

a) justifie de la souscription d'une assurance jugée suffisante par le Gouvernement pour couvrir les dégâts que les biens classés pourraient subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, les explosions et les intempéries;

b) se soit engagé à signaler aussitôt à la Région tout sinistre, même non couvert par l'assurance visée au a, survenu aux biens classés;

c) justifie que l'assuré s'est engagé soit à consacrer l'indemnité à la reconstruction ou à la restauration du bien classé, soit à céder à la Région dans la mesure où les travaux réalisés à l'aide de l'intervention de la Région lui ont permis de percevoir une indemnité plus élevée;

6° que les compétences et l'encadrement scientifique des bénévoles visés à l'article 3, § 7, aient été vérifiés au cours d'une période probatoire de trois mois par l'Administration compétente, après avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne.

Art. 5. L'intervention porte sur le montant total des dépenses visées aux articles 1^{er} et 2.

Peuvent être pris en considération pour établir la base de calcul de l'intervention :

1° le coût réel des travaux, taxe sur la valeur ajoutée incluse, fixé par le décompte de l'ouvrage, sans que toutefois ce coût puisse excéder le montant de l'offre ou de la soumission approuvée;

2° les révisions de prix, approuvées par le Gouvernement wallon ou son délégué, qui résultent des accords-cadres et des conventions d'entreprises;

3° les dépassements de quantités dans les postes en quantité présumée à concurrence de 15 % maximum par poste;

4° le coût des travaux supplémentaires éventuels pour autant que les conditions suivantes soient réunies :

a) qu'ils résultent d'éléments imprévisibles lors de l'attribution du marché;

b) qu'ils soient indispensables à la sauvegarde de l'ouvrage;

c) qu'ils aient été approuvés par le Ministre qui a les Monuments et Sites dans ses attributions;

5° si les travaux sont exécutés en régie, le montant, approuvé par le Gouvernement, des frais d'acquisition des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux;

6° si les travaux sont réalisés par le propriétaire, le coût des matériaux nécessaires à leur exécution, tel qu'il résulte de l'offre du moins disant de trois fournisseurs consultés par écrit et à la condition que les travaux répondent aux règles de l'art;

7° un montant forfaitaire fixé à 7 % au maximum du total des dépenses admissibles en vertu des alinéas précédents, destiné à couvrir les frais généraux, les frais d'étude de l'entreprise, les honoraires de l'auteur du projet d'architecture, les frais d'adjudication et les frais de contrôle;

8° le coût des études, relevés, investigations et installations visés à l'article 2.

Le Ministre peut limiter l'intervention à un montant maximum.

Art. 6. L'intervention de la Région wallonne est liquidée directement à l'entrepreneur chargé de réaliser les travaux afférents aux monuments classés appartenant à une personne physique ou à une personne morale de droit privé.

L'entrepreneur transmet par pli recommandé et en trois exemplaires à l'Administration compétente :

1° les déclarations de créance établies au nom de la Région wallonne au prorata de son taux d'intervention;

2° la facture correspondant à l'état d'avancement des travaux, approuvée par le maître de l'ouvrage;

3° le décompte final, approuvé et vérifié par le maître de l'ouvrage.

La réception provisoire a lieu à l'expiration du délai prescrit et en présence :

- 1° de l'architecte du maître de l'ouvrage;
- 2° d'un architecte de la Division des Monuments, Sites et Fouilles du Ministère de la Région wallonne;
- 3° d'un membre de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne.

Art. 7. Lorsque l'état d'un monument classé requiert la prise de mesures urgentes de protection, les conditions prévues à l'article 4, 4° ne sont pas d'application.

Art. 8. Sont abrogés :

1° pour la Région de langue allemande :

a) l'article 2, § III de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église, associations de polder ou de wateringues;

b) l'arrêté du Régent du 28 décembre 1944 portant délégation au Ministre de la Justice pour autoriser des travaux aux églises, en tant que cet arrêté concerne les édifices classés;

2° pour la Région wallonne :

l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 février 1984 relatif à l'intervention de la Communauté française dans le coût des travaux de restauration, d'entretien ou de consolidation effectués aux édifices ou monuments classés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 5 juin 1985, 27 août 1985 et 24 février 1986.

Art. 9. L'entrée en vigueur du présent arrêté ne peut avoir pour effet de diminuer le taux de l'intervention régionale dans le coût des travaux et études pour lesquels une promesse de subvention a déjà été notifiée.

Art. 10. Le Ministre qui a les Monuments et Sites dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2382

[C — 27415]

29. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung

über die Bezuschussung der Arbeiten zur Erhaltung der unter Denkmalschutz stehenden Denkmäler

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 367, eingefügt durch das Dekret vom 18. Juli 1991, und des Artikels 367 bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juli 1993;

Aufgrund des am 8. Januar 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. In den Grenzen der Haushaltsmittel legt die Regierung die Beteiligung der Region an den Kosten der Erhaltungsarbeiten fest, die an den unter Denkmalschutz stehenden Denkmälern mit Ausnahme der in Artikel 2 nicht aufgezählten Ausrüstungsarbeiten auszuführen sind.

Art. 2. Der Nutzen dieser Beteiligung kann für Arbeiten, die insbesondere ein der folgenden Gegenstände hat, gewährt werden :

1° den Schutz des Denkmals vor ungünstigen Witterungseinflüssen, Feuer, Bewegungen des Grundwassers oder vor jedem natürlichen Unglück;

2° den zeitweiligen Schutz eines Denkmals vor der Ausführung der festgelegten Arbeiten;

3° den Schutz des Denkmals vor Vandalismus bzw. Diebstahl;

4° die zur Schützung, Erhaltung, Stabilisierung oder Aufwertung eines Denkmals oder eines Denkmalteils bestimmten Behandlungen;

5° die Ersetzung von ursprünglichen Elementen des Gebäudes oder des Denkmals, die nicht befestigt oder stabilisiert werden können;

6° die Befreiung und die Aufwertung von bedeutungsvollen archäologischen Elementen oder den Abbau von unpassenden angebauten Elementen;

7° die für die Aufwertung von bedeutungsvollen archäologischen Elementen notwendigen Vollendungsarbeiten;

8° den Rohbau, der für eine neue Verwendung des Denkmals geeignet ist;

9° die zusätzlichen Vorsichtsmaßnahmen, die für die Ausführung von Einrichtungsarbeiten in einem unter Denkmalschutz stehenden Denkmal notwendig sind;

10° die für die Erhaltung von wertvollen Elementen des Gebäudes notwendige Klimatisierung.

Die Beteiligung kann auch die Studien, Vermessungen, Forschungen und Anlagen, die für die Erstellung der Akte eines Arbeitsprojektes notwendig sind, insbesondere die historischen, archäologischen, wissenschaftlichen, künstlerischen, sozialen oder technischen Studien decken.

Art. 3. § 1. Was die unter Denkmalschutz stehenden Denkmäler betrifft :

1° darf die Beteiligung 60 % der Kosten der in Artikeln 2 und 3 erwähnten Arbeiten und Studien erreichen;

2° darf die Beteiligung 80 % der Kosten der in Artikeln 2 und 3 erwähnten Arbeiten und Studien erreichen, soweit sie im Rahmen einer integrierten Erhaltungsmaßnahme ausgeführt werden und soweit die Hauptverwendung des Gebäudes vom Gemeinschaftsinteresse ist.

§ 2. Was die in der Liste des außergewöhnlichen Immobilienvermögens eingetragenen und unter Denkmalschutz stehenden Denkmäler betrifft, darf die Beteiligung 95 % der Kosten der in Artikeln 1 und 2 erwähnten Arbeiten erreichen, unter der Bedingung, daß der Eigentümer sich gegenüber der Region durch eine öffentliche Urkunde verpflichtet, ihr die Gesamtheit oder den Teil des Unterschieds zwischen der erhaltenen Beteiligung und dem im ersten Paragraph vorgesehenen Höchstwert der Beteiligung zurückzuzahlen, wenn er sein Gut innerhalb von zwanzig Jahren nach der vorbehaltlosen Abnahme der Arbeiten übertragen wurde.

Der zurückzuzahlende Betrag wird wie folgt berechnet :

1° 100 %, wenn der Verkauf vor dem Ablauf des zwölften Monats nach dem Datum der vorbehaltlosen Abnahme erfolgt;

2° 95 %, wenn der Verkauf vor dem Ablauf des vierundzwanzigsten Monats erfolgt;

3° und so weiter pro Tranche von zwölf zusätzlichen Monaten.

§ 3. Was die in der Liste des außergewöhnlichen Immobilienvermögens eingetragenen Denkmäler betrifft, können die Erhaltungsmaßnahmen Gegenstand eines in Artikel 387 bis des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Rahmenabkommens zwischen der Region und dem Bauherrn sein.

Das Rahmenabkommen soll unbedingt folgende Elementen beinhalten :

1° die Identität der gesamten Vertragsparteien;

2° die Art, die Größe und die Kosten der Erhaltungsmaßnahmen, die die Ausführung von wenigstens einem in Artikeln 1 und 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gegenstand zum Ziel hat;

3° die veranschlagte Dauer für die Ausführung des Erhaltungsmaßnahmen, unter Berücksichtigung deren das Datum des Vertragsablaufs festgelegt worden ist;

4° die gesamte Beteiligung jeder Partei an den Kosten der auszuführenden Erhaltungsmaßnahmen und ihre jährliche Beteiligung, die gemäß der Vertragsdauer festgelegt wird;

5° den Kalender der auszuführenden Erhaltungsmaßnahmen, der gemäß der jährlichen Beteiligung jeder Partei festgelegt wird;

6° eine ausdrückliche Vertragsauflösungsklausel zugunsten der Region mit der Entschädigung des Unternehmers von der Partei, die die Vertragsauflösung beantragt hat;

§ 4. In Anwendung des Rahmenabkommens schließt der Bauherr ein Abkommen mit dem Unternehmer gemäß der für die Märkte mit bedingten Tranchen geltenden Regeln ab.

§ 5. Die Beteiligung darf auch nach Gutachten der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region über den außerordentlichen Charakter der betroffenen Denkmäler 95 % erreichen, wenn es sich um Erhaltungsarbeiten auf unter Denkmalschutz stehenden Denkmälern handelt, die ein integrierter Bestandteil eines unter Denkmalschutz stehenden oder nicht stehenden Gebäudes und vom dokumentarischen Wert bzw. vom außergewöhnlichen Interesse wie Gemälde, Wandschmücke, Skulpturen, Glasmalereien oder immobilisierte Möbel sind.

§ 6. Eine außerordentliche Beteiligung an den Kosten der dringenden Erhaltungsmaßnahmen darf zugunsten eines unter Denkmalschutz stehenden Denkmals gewährt werden, insbesondere in der Erwartung einer zukünftigen Erhaltungsmaßnahme um für seine Trockenlegung, seine Stabilität, seine Befestigung zu sorgen oder um ihn vor Vandalismus oder Diebstahl zu schützen.

Die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region wird von den in Ausführung des vorliegenden Paragraphs getroffenen Maßnahmen benachrichtigt.

§ 7. Die Beteiligung darf 100 % der Kosten der Lieferungen, Ausführungsmittel und zusätzlichen Dienstleistungen erreichen, die für die Ausführung der Aufwertungsarbeiten auf Denkmälern mit archäologischem und wissenschaftlichem Interesse notwendig sind und die :

1° entweder vom Inhaber dinglicher Rechte oder von einem oder mehreren mit dem Einverständnis des Eigentümers handelnden freiwilligen Helfern;

2° oder von den technischen Diensten der besitzenden öffentlichen Behörde ausgeführt werden.

Art. 4. Die Beteiligungen werden unter den folgenden Bedingungen gewährt :

1° die Arbeiten sollen vorher durch die Baugenehmigung bewilligt werden;

2° die Bezuschussung der Arbeiten soll durch Erlaß des mit den Denkmälern und Landschaften zuständigen Ministers genehmigt werden;

3° das Anfangsdatum der Arbeiten soll zur Kenntnis der zuständigen Verwaltung sowie der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region wenigstens zehn Werktage im voraus gebracht werden und diese sollen ersucht werden, an den Versammlungen an Baustelle teilzunehmen;

4° die Kostenvoranschläge sollen aufgestellt und die Geschäfte abgeschlossen werden, und zwar gemäß der gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen betreffend die öffentlichen Aufträge von Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, wenn der Eigentümer eine Person öffentlichen Rechts ist, oder gemäß der von der Wallonischen Regierung getroffenen Bestimmungen, wenn der Eigentümer eine Privatperson oder eine juristische Person des Privatrechts ist;

5° der Antragsteller soll :

a) den Abschluß einer Versicherung beweisen, die von der Regierung als genügend für die Deckung der Schäden, die die unter Denkschutz stehenden Güter durch Risiken wie Feuer, Blitz, Explosionen oder ungünstige Witterungseinflüsse erleiden könnten, angesehen ist;

b) sich verpflichtet haben, der Region jeden den unter Denkmalschutz stehenden Gütern eingetretenen Schaden, auch wenn dieser nicht durch die im Punkt a erwähnte Versicherung gedeckt wird, sofort mitzuteilen,

c) beweisen, daß der Versicherte sich verpflichtet hat, die Entschädigung zum Umbau oder zur Restauration des unter Denkmalschutz stehenden Guts zu bestimmen oder diese der Region abzugeben, soweit die mit Hilfe der Beteiligung der Region ausgeführten Arbeiten sie ermöglicht hat, eine höhere Entschädigung zu erhalten.

6° die Fähigkeiten und die wissenschaftliche Betreuung der in Artikel 3 § 7 freiwilligen Helfer sollen im Laufe einer dreimonatlichen Probezeit von der zuständigen Verwaltung nach Gutachten der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen überprüft werden.

Art. 5. Die Beteiligung bezieht sich auf den gesamten Betrag der in Artikeln 1 und 2 erwähnten Ausgaben.

Folgendes darf berücksichtigt werden, um die Berechnungsgrundlage der Beteiligung festzulegen :

1° die wirklichen Kosten der Arbeiten MWSt inbegriffen, die durch die Abrechnung des Baus festgelegt wird, ohne daß diese Kosten den Betrag des genehmigten Angebots bzw. Gebots bei einer Ausschreibung überschreiten kann;

2° die von der Wallonischen Region oder ihrem Vertreter genehmigten Preisanpassungen, die sich aus den Rahmenabkommen und Betriebsvereinbarungen ergeben;

3° die Überschreitungen der Mengen für die Posten mit voranschlagter Menge bis zur Höhe von 15 % pro Posten;

4° die Kosten der eventuellen zusätzlichen Arbeiten, soweit die folgenden Bedingungen erfüllt werden :

a) sie sollen sich aus bei der Vergabe des Auftrags unvorhersehbaren Elementen ergeben;

b) sie sollen für den Schutz des Baus unerlässlich sein;

c) sie sollen von dem für die Denkmäler und Landschaften zuständigen Minister genehmigt werden;

5° wenn es sich um Regiearbeit handelt, der von der Regierung genehmigte Betrag der Kosten für den Erwerb der für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Materialien;

6° wenn die Arbeiten vom Eigentümer ausgeführt werden, die Kosten der für ihre Ausführung notwendigen Materialien, wie sie sich aus dem niedrigsten Angebot von drei schriftlich befragten Lieferanten ergeben und unter der Bedingung, daß die Arbeiten kunstgerecht werden.

7° ein Pauschalbetrag, der höchstens auf 7 % der gesamten aufgrund der vorstehenden Absätze zulässigen Ausgaben festgelegt und zur Deckung der Gemeinkosten, der Studienkosten des Unternehmens, der Honorare des Verfassers des Architekturprojekts, der Versteigerungskosten und der Kontrollkosten bestimmt wird;

8° die Kosten der in Artikel 2 erwähnten Studien, Vermessungen, Forschungen und Anlagen.

Der Minister kann die Beteiligung auf einen Höchstbetrag beschränken.

Art. 6. Die Beteiligung der Wallonischen Region wird dem Unternehmer direkt eingezahlt, der mit der Ausführung der Arbeiten beauftragt ist, die mit unter Schutz stehenden und einer natürlichen Person bzw. einer juristischen Person des Privatrechts gehörenden Denkmäler verbunden sind.

Der Unternehmer übermittelt der Verwaltung per Einschreibebrief und in dreifacher Ausfertigung :

1° die im Name der Wallonischen Region nach Maßgabe ihres Beteiligungssatzes ausgestellten Schuldforderungen;

2° die dem erreichten Zustand der Arbeiten entsprechende und vom Bauherrn genehmigte Rechnung;

3° die vom Bauherrn genehmigte und überprüfte Schlußabrechnung.

Die vorbehaltlose Abnahme erfolgt am Ablauf der vorgeschriebenen Frist und in Anwesenheit von :

1° dem Architekten des Bauherrn;

2° einem Architekten der Abteilung der Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° einem Mitglied der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region.

Art. 7. Wenn der Zustand eines unter Denkmalschutz stehenden Denkmals das unverzügliche Ergreifen von Schutzmaßnahmen erfordert, finden die in Artikel 4 4° vorgesehenen Bedingungen keine Anwendung.

Art. 8. Folgendes wird aufgehoben :

1° für die Deutschsprachige Region :

a) Artikel 2 § III des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates an den Arbeiten, die von den Provinzen, Gemeinden, Gemeindeverbänden, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und von den Polder- und Moorentwässerungsverbänden ausgeführt werden;

b) der Regentenerlaß vom 28. Dezember 1944 zur Bevollmächtigung des Justizministers, um die Arbeiten auf den Kirchen zu genehmigen, soweit dieser Erlaß die unter Denkmalschutz stehenden Gebäude betrifft;

2° für die Wallonische Region :

der Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 28. Februar 1984 über die Beteiligung der Französischen Gemeinschaft an den Kosten der Restaurierungs-, Instandhaltungs- und Befestigungsarbeiten, die auf unter Denkmalschutz stehenden Gebäuden oder Denkmälern ausgeführt werden, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 5. Juni 1985, vom 27. August 1985 und vom 24. Februar 1986.

Art. 9. Das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses darf eine Verminderung des regionalen Beteiligungssatzes an den Kosten der Arbeiten und Studien, für die ein Bezuschussungsversprechen schon notifiziert worden ist, zur Folge haben.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler und Landschaften gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2382

[C — 27415]

29 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering
tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 367, ingevoegd bij het decreet van 18 juli 1991, en op artikel 367bis, ingevoegd bij het decreet van 1 juli 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 januari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van het begrotingskrediet bepaalt de Regering de tegemoetkoming van het Gewest in de kosten van de werken voor de instandhouding van beschermde monumenten, met uitsluiting van de uitrustingswerken die niet in artikel 2 voorkomen.

Art. 2. Het voordeel van die tegemoetkoming kan toegekend worden voor werkzaamheden die o.a. één van de hierna vermelde punten als doel hebben :

- 1° de bescherming van het monument tegen siecht weer, brand, ondergrondse waterbewegingen of elk natuurlijk ongeval;
- 2° de voorlopige bescherming van het monument vóór de uitvoering van de definitieve werken;
- 3° de bescherming van het monument tegen vandalisme en diefstal;
- 4° de behandelingen om het monument geheel of gedeeltelijk te beschermen, in stand te houden, te stabiliseren of te revaloriseren;
- 5° de vervanging van oorspronkelijke elementen van het gebouw of van het monument die noch verstevigd noch gestabiliseerd kunnen worden;
- 6° het aan het licht brengen en de revalorisatie van belangrijke archeologische elementen of de verwijdering van ongewenste toevoegingen;
- 7° de voltooiingswerken vereist voor de revalorisatie van belangrijke archeologische elementen;
- 8° de ruwbouw geschikt om het monument een nieuwe bestemming te geven;
- 9° de extra voorzorgsmaatregelen vereist voor de uitvoering van inrichtingswerken aan een beschermd monument;
- 10° de nodige klimatisering voor de instandhouding van waardevolle elementen van het monument.

De tegemoetkoming kan eveneens de kosten dekken met betrekking tot studies, opmetingen, onderzoeken en installaties vereist voor de samenstelling van het dossier van een werkzaamhedenproject, meer bepaald de geschiedkundige, archeologische, wetenschappelijke, artistieke, sociale of technische studies.

Art. 3. § 1. Voor de beschermde monumenten :

- 1° kan de tegemoetkoming 60 % van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde werken- en studiekosten bedragen;
- 2° kan de tegemoetkoming 80 % van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde werken- en studiekosten bedragen, op voorwaarde dat ze plaatsvinden in het kader van een geïntegreerde instandhoudingsoperatie en dat de hoofdbestemming van het gebouw van collectief belang is.

§ 2. Voor beschermde monumenten die op de lijst van het uitzonderlijke onroerende patrimonium voorkomen, kan de tegemoetkoming 95 % van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde werken- en studiekosten bedragen, op voorwaarde dat de eigenaar zich bij authentieke akte verplicht tot de gehele of gedeeltelijke terugbetaling aan het Gewest van het verschil tussen de genoten tegemoetkoming en de in § 1 bedoelde maximale tegemoetkoming, indien hij zijn goed vervreemdt binnen twintig jaar na de definitieve oplevering van de werken.

Het terug te betalen bedrag wordt berekend als volgt :

- 1° 100 % als de verkoop gebeurt vóór het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op de datum van de definitieve oplevering;
- 2° 95 % als de verkoop gebeurt vóór het verstrijken van de vierentwintigste maand;
- 3° en zo verder per schijf van twaalf bijkomende maanden.

§ 3. Voor monumenten die op de lijst van het uitzonderlijke onroerende patrimonium voorkomen, kunnen de instandhoudingsmaatregelen het voorwerp zijn van een raamovereenkomst tussen het Gewest en de opdrachtgever van het werk, bedoeld in artikel 367bis van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium.

In de raamovereenkomst moeten volgende elementen voorkomen :

- 1° de identiteit van al degenen die partij zijn bij de overeenkomst;
- 2° de aard, de omvang en de kosten van de instandhoudingsmaatregelen die de verwezenlijking van minstens één van de in de artikelen 1 en 2 van dit besluit bedoelde doelstellingen beogen;
- 3° de geraamde duur van de verwezenlijking van de instandhoudingsmaatregelen, die de looptijd van de overeenkomst uitmaakt;
- 4° de globale tegemoetkoming van elke partij in de kosten van de te nemen instandhoudingsmaatregelen en hun jaarlijkse tegemoetkoming, bepaald naar gelang van de duur van de overeenkomst;
- 5° het kalender van de uit te voeren instandhoudingswerken, vastgesteld op basis van de jaarlijkse tegemoetkoming van elke partij;
- 6° een uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde ten gunste van het Gewest, mits vergoeding van de aannemer door de partij die om de ontbinding heeft verzocht.

§ 4. Op grond van de raamovereenkomst sluit de opdrachtgever een overeenkomst met de aannemer krachtens de regels die toepasselijk zijn op opdrachten met voorwaardelijke schijven.

§ 5. De tegemoetkoming kan eveneens 95 % bedragen, na advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van het Waalse Gewest over het uitzonderlijke karakter van de betrokken monumenten, als het gaat om instandhoudingswerken aan beschermde monumenten die noodzakelijk deel uitmaken van een al dan niet beschermd gebouw en een documentaire of een buitengewone artistieke waarde hebben, zoals schilderijen, muurschilderingen, beeldhouwwerken, glas-in-lood-ramen of vaste meubels.

§ 6. Een buitengewone tegemoetkoming in de uit dringende beschermingsmaatregelen voortvloeiende kosten kan toegekend worden voor een beschermd monument, o.a. om het tegen water te beschermen, om het te stabiliseren, te verstevigen of om vandalisme of diefstal te voorkomen in afwachting van een instandhoudingsmaatregel.

De Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest wordt op de hoogte gesteld van de overeenkomstig dit paragraaf genomen maatregelen.

§ 7. De tegemoetkoming kan gelijk zijn aan 100 % van de kosten van de leveringen, uitvoeringsmiddelen en bijkomende diensten vereist voor revalorisatiewerken die uitgevoerd worden aan monumenten met een archeologische en een wetenschappelijke waarde door :

- 1° hetzij de houder van een zakelijk recht of door één of meer vrijwilligers die met de toestemming van de eigenaar handelen;
- 2° hetzij door technische diensten van de overheid-eigenaar.

Art. 4. De tegemoetkomingen worden toegekend op voorwaarde dat :

- 1° de werkzaamheden door de bouwvergunning worden toegelaten;
- 2° de subsidiëring van de werkzaamheden werd toegelaten bij besluit van de Minister belast met Monumenten en Landschappen;
- 3° de aanvangsdatum van de werkzaamheden minstens tien werkdagen van tevoren medegedeeld wordt aan het bevoegde bestuur alsmede aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest en dat deze laatsten uitgenodigd worden op de vergaderingen betreffende de werken;
- 4° de bestekken opgemaakt en de opdrachten geplaatst worden overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken, leveringen en diensten wanneer de eigenaar een publiekrechtelijke persoon is, of overeenkomstig de bij besluit van de Waalse Regering genomen bepalingen wanneer de eigenaar een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon is;
- 5° de aanvrager :
 - a) bewijst dat hij een door de Regering als toereikend geachte verzekering heeft aangegaan, die de schade dekt die de beschermde goederen zouden kunnen oplopen ten gevolge van brand, bliksem, ontploffingen en slecht weer;
 - b) zich ertoe verplicht heeft het Gewest onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke door de beschermde goederen opgelopen schade, zelfs wanneer ze niet gedekt is door de in punt a bedoelde verzekering;
 - c) bewijst dat de verzekerde persoon zich ertoe verplicht heeft, hetzij de vergoeding te besteden aan de wederopbouw of de herstelling van een beschermd goed, hetzij ze aan het Gewest af te staan, voor zover de met de tegemoetkoming van het Gewest uitgevoerde werken haar de mogelijkheid heeft geboden een hogere vergoeding te genieten.
- 6° het bevoegde bestuur, na advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest, tijdens een proefperiode van drie maanden nagaat of de in artikel 3, § 7, bedoelde vrijwilligers bevoegd zijn en wetenschappelijk begeleid worden.

Art. 5. De tegemoetkoming slaat op het totaalbedrag van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde uitgaven.

- Kunnen in aanmerking komen om de berekeningsbasis van de tegemoetkoming vast te leggen :
- 1° de werkelijke kosten van de werken, BTW inbegrepen, vastgelegd door de verrekening van het werk, waarbij die kosten het bedrag van de goedgekeurde offerte of inschrijving echter niet mogen overschrijden;
 - 2° de door de Waalse Regering of haar afgevaardigde goedgekeurde prijzenherzieningen die voortvloeden uit raam- en bedrijfsvereenkomsten;
 - 3° de overschrijdingen van hoeveelheden in de posten ten belope van maximum 15 % per post;
 - 4° de kosten van eventuele bijkomende werken op voorwaarde dat :
 - a) zij het gevolg zijn van onvoorziene elementen bij de aanbesteding van de opdracht;
 - b) zij noodzakelijk zijn voor de bescherming van het werk;
 - c) zij goedgekeurd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheden Monumenten en Landschappen behoren;
 - 5° als de werken in eigen beheer worden uitgevoerd, het door de Regering goedgekeurd bedrag van de kosten voor de aankoop van materialen vereist voor de uitvoering van de werken;
 - 6° als de werken door de eigenaar worden uitgevoerd, de kosten van de voor hun uitvoering vereiste materialen, zoals blijkt uit de offerte van de laagste inschrijver van drie schriftelijk geraadpleegde leveranciers en op voorwaarde dat de werken aan de regels van het vak beantwoorden;
 - 7° een forfaitair bedrag, vastgesteld op 7 % van het maximumtotaal van de krachtens de vorige leden toegelaten uitgaven, voor de dekking van de algemene kosten, de studiekosten van het bedrijf, de honoraria van de maker van het architecturaal ontwerp, de aanbestedings- en toezichtskosten;
 - 8° de kosten van de in artikel 2 bedoelde studies, opmetingen, onderzoeken en installaties.
- De Minister kan de tegemoetkoming tot een maximumbedrag beperken.

Art. 6. De tegemoetkoming van het Waalse Gewest wordt rechtstreeks betaald aan de aannemer belast met de uitvoering van werken aan beschermde monumenten die toebehoren aan een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon.

De aannemer bezorgt het bevoegde bestuur per aangetekende brief en in drie exemplaren :

- 1° de aangiften van schuldvordering opgesteld op rekening van het Waalse Gewest naar belope van haar tegemoetkomingspercentage;
 - 2° de rekening die overeenstemt met de vorderingsstaat van de werken, goedgekeurd door de opdrachtgever;
 - 3° de eindrekening, goedgekeurd en nagezien door de opdrachtgever.
- De voorlopige goedkeuring vindt plaats bij het verstrijken van de voorgescreven termijn en in aanwezigheid van :
- 1° de architect van de opdrachtgever;
 - 2° een architect van de afdeling Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest;
 - 3° een lid van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest.

Art. 7. De in artikel 4, 4°, bedoelde voorwaarden zijn niet van toepassing wanneer de staat van een beschermd monument dringende beschermingsmaatregelen eist.

Art. 8. Worden opgeheven :

- 1° voor de Duitse Gemeenschap : -
 - a) artikel 2, § III van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders van wateringen;
 - b) het besluit van de Regent van 28 december 1944 waarbij aan de Minister van Justitie opdracht wordt gegeven om tot de uitvoering van werken aan de kerken machtiging te verlenen;
- 2° voor het Waalse Gewest :

het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1984 betreffende de tussenkomst van de Franse Gemeenschap in de kosten voortvloeiende uit de herstel-, onderhouds- en verstevigingswerken uitgevoerd aan gerangschikte gebouwen en monumenten, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1985, 27 augustus 1985 en 24 februari 1986.

Art. 9. De inwerkingtreding van dit besluit mag in geen geval aanleiding geven tot een vermindering van de gewestelijke tegemoetkoming in de kosten van werken en studies die reeds het voorwerp zijn van een subsidiebelofte.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden Monumenten en Landschappen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

Arrêtés concernant les associations internationales et les établissements d'utilité publique

Un arrêté royal du 10 septembre 1993 modifie le vocable de la paroisse-succursale *Sint-Jozef Arbeider en Damiaan De Veuster*, à Tremelo-Ninde.

Un arrêté royal du 10 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale *The European Transport Safety Council*, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'établissement d'utilité publique *Fondation Fil d'Ariane*, dont le siège est à Sombreffe;

2° approuve les statuts de cet établissement.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale *Conférence Européenne du Marketing*, en anglais : *European Marketing Confederation*, E M C, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale *Eurofriends*, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale *Association pour l'Etude de l'Intégration Européenne, A.E.I.E.*, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'établissement d'utilité publique *Fondation Claude Beckers*, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cet établissement.

Un arrêté royal du 13 septembre 1993 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale *Cepifine Coated*, dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

Besluiten betreffende de internationale verenigingen en instellingen van openbaar nut

Bij koninklijk besluit van 10 september 1993 wordt de aanroeping van de hulpparochie *Sint-Jozef Arbeider*, gewijzigd door de aanroeping *Damiaan De Veuster*, te Tremelo-Ninde.

Bij koninklijk besluit van 10 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging *The European Transport Safety Council*, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de instelling van openbaar nut *Fondation Fil d'Ariane*, waarvan de zetel te Sombreffe gevestigd is;

2° worden de statuten van deze instelling goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging *Conférence Européenne du Marketing*, en anglais : *European Marketing Confederation*, E M C, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging *Eurofriends*, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging *Association pour l'Etude de l'Intégration Européenne, A.E.I.E.*, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de instelling van openbaar nut *Fondation Claude Beckers*, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze instelling goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 1993 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging *Cepifine Coated*, waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.